

# L'échec des négociations

Le 29 juillet dernier, la réunion au sommet à l'OMC s'est soldée par un échec, à l'issue de 9 jours de négociations très tendues. Le désaccord entre l'Inde, la Chine et les Etats-Unis sur les importations agricoles est l'une des principales causes de l'échec. Mais cette impasse technique ne doit pas cacher l'impasse politique, beaucoup plus profonde. Les élections en cours et à venir, le départ de Peter MANDELSON, la crise financière sont autant d'obstacles qui posent la question de l'avenir de ce cycle.



Catherine ASHTON  
*La nouvelle Commissaire  
européenne au Commerce*

## La clause de sauvegarde des importations agricoles : élément de blocage en juillet

L'Inde et les Etats-Unis se sont confrontés sur le mécanisme de clause de sauvegarde, permettant de relever les barrières douanières en cas d'importations agricoles trop importantes. Ainsi, l'Inde, rejointe par la Chine et plusieurs pays africains les plus pauvres, demandaient la possibilité de droits de douane additionnels si les importations de produits agricoles dépassent 10 % d'un volume de référence. Les Etats-Unis ont jugé ce taux trop faible, craignant qu'il s'agisse d'un outil de protectionnisme trop facile à mettre en place et demandaient un déclenchement au-delà de 40 %.

Pour Peter MANDELSON, le Commissaire européen chargé des négociations à l'OMC pour l'Union européenne, l'échec est la conséquence d'un désaccord profond entre les Etats-Unis, qui souhaitent accéder aux marchés des pays émergents et l'Inde et la Chine, qui défendent le droit à protection des secteurs agricoles et non commerciaux.

L'Europe n'a pas été mise en difficulté dans ce blocage, contrairement au précédent round (Cycle de l'Uruguay).

## L'avenir des négociations en suspens ?

De manière unanime, tous les gouvernements ont déploré l'échec des négociations en affirmant leur volonté de reprendre les discussions au plus vite. Mais sera-t-il si facile de les relancer ?

### Une impasse politique, pas technique

Dans son rapport du bilan des négociations ministérielles, Crawford FALCONER relevait que l'impasse des négociations était politique et non technique, et que le « travail à accomplir ne se réduit pas au mécanisme de sauvegarde spéciale » et que beaucoup d'autres questions importantes n'avaient pas été abordées sérieusement comme celles du coton.

## A l'automne, des prises de contact nombreuses...

Dès le mois d'août, Pascal LAMY a tenté de relancer les négociations en rencontrant le Ministre indien du commerce Kamal NATH et la représentante américaine Susan SCHWAB. Parallèlement, Celso AMORIN, le Ministre des affaires étrangères brésilien, s'est fortement impliqué pour relancer le cycle de Doha en multipliant les contacts avec les USA, l'Inde et la Chine pour trouver des accords minimums afin de débloquer la situation.

## ... Mais avec des divergences latentes importantes

Même si les pays membres de l'OMC affichent une volonté de relancer le cycle, de nombreux dossiers importants ont été peu ou pas traités en juillet : le débat s'est focalisé sur le désaccord entre les Etats-Unis et l'Inde sur le mécanisme de sauvegarde spéciale.

Par ailleurs, les différents Etats continuent de régler leurs différends commerciaux devant l'Organe des Règlements des Différends :

- ❑ Le Brésil a porté plainte contre les USA sur les subventions agricoles versées aux producteurs de coton américains (subventions évaluées à 12,5 milliards de dollars entre 1999 et 2003 selon le Brésil). Ce différend est déjà vieux de 6 ans !
- ❑ Le Brésil va lancer une nouvelle procédure à l'OMC contre les USA sur la taxe import de 54 cents le gallon sur l'éthanol brésilien.
- ❑ Les Etats-Unis attaquent la Chine contre un projet de loi dans le domaine agricole visant à supprimer le paiement de l'impôt sur les entreprises dans le secteur de l'élevage, à verser une subvention de 14,63 \$/truite représentant le double ce que Pékin avait déclaré à Genève et enfin à développer un programme d'assurance de 2,2 milliards de \$/an.
- ❑ L'Europe vient à nouveau d'être condamnée sur la viande de bœuf aux hormones.

## L'avenir du cycle de Doha entre optimisme et pessimisme

Le Directeur Général de l'OMC, Pascal LAMY veut aboutir à un accord, qu'il pense possible de conclure en 2009, si des progrès sur la négociation sont réalisés avant la fin 2008.

De plus, les élections aux Etats-Unis en novembre 2008, en Inde au printemps 2009 sont un obstacle car il faut attendre la nouvelle administration pour reprendre les pourparlers.

A ces obstacles s'ajoutent :

- ❑ Le départ de Peter MANDELSON qui a démissionné de son poste de Commissaire européen du commerce, pour occuper des fonctions gouvernementales à Londres. Avec ce départ, certains observateurs estiment que l'espoir de conclure le cycle de Doha sur les bases actuelles est perdu. Pour eux, le cycle est au point mort au moins jusqu'en 2010.
- ❑ Les doutes des députés européens sur les aptitudes de la Baronne Catherine ASHTON (Britannique, ancienne secrétaire d'Etat travailliste à l'éducation et à la justice) en matière de commerce international. Elle remplace Peter MANDELSON, pour 1 an jusqu'à la fin du mandat prévu pour le 31/10/09.
- ❑ Le départ de Crawford FALCONER, qui retourne en Nouvelle-Zélande, à la fin de l'année pour occuper des hautes fonctions au ministère du commerce.

## Reprise des négociations en 2010, au mieux

Malgré les nombreuses tentatives de relance, de prises de contact et une volonté de poursuivre les pourparlers au niveau technique, les différents obstacles bloquent toute possibilité d'un accord politique. De plus, peu de progrès ont été observés pour surmonter les différends sur la question du mécanisme de sauvegarde spéciale entre les USA, la Chine et l'Inde.

L'impasse politique dont parlait Crawford FALCONER risque de suspendre le cycle des négociations jusqu'en 2010 au moins.

- ❑ L'impact de la crise financière mondiale sur le commerce pourrait-il changer ce scénario ?
- ❑ Le 15 novembre, un débat d'une vingtaine de chefs d'Etats sur l'impact de la crise aura lieu avec l'OMC, la banque mondiale et le FMI. Dans le climat économique très difficile, l'annonce d'un déblocage des négociations OMC aurait un impact psychologique positif important.

### L'état des négociations agricoles avant la rupture de fin juillet 2008

<i>Principaux dossiers</i>	<i>Efforts demandés aux pays</i>
<i>Soutien interne</i>	<p><u>Objectif</u> : limiter le soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges</p> <p><u>Etats-Unis</u> : réduction de 70 % pour limiter le soutien interne à 14,46 milliards de dollars par an</p> <p><u>UE</u> : réduction de 80 % pour limiter le soutien interne à 23,5 milliards d'euros par an</p>
<i>Accès au marché</i>	<p><u>Objectif général</u> : favoriser l'accès au marché</p> <p><b>Réduire les droits de douane supérieurs</b></p> <p>Pour les pays développés : réduction de 70 % pour des droits de douane supérieurs à 75 %</p> <p>Baisse tarifaire moyenne de 54 % pour les pays développés Baisse tarifaire moyenne de 36% pour les pays en développement</p> <p><b>Limiter le nombre de produits sensibles</b> A 4 % des lignes tarifaires pour les pays développés et 5,3 % pour les pays en développement</p> <p><b>Limiter la sauvegarde spéciale</b> A 1 % des lignes tarifaires pour les pays développés et éliminer cette clause en 2016</p> <p><b>Limiter les produits spéciaux pour les pays en développement</b> A 12 % des lignes tarifaires, avec une réduction des droits de 11 %</p> <p><b>Mécanisme de sauvegarde spéciale pour les pays en développement</b> Instaurer un droit de douane additionnel de 15 % quand les importations augmentent de 40 % du volume enregistré au cours d'une période de référence sous réserve que les prix intérieurs baissent. Dispositif limité à 2,5 % des lignes tarifaires sur un an</p> <p><b>Produits tropicaux</b> Réduction à 0 des droits de douane inférieurs à 20 % Réduction de 80 % des droits de douane supérieurs à 20 % sur 5 ans</p> <p>Banane : réduire les droits de douane communautaire de 176 €/t à 149 €/t en 2009 puis graduellement à 114 €/t en 2016</p>
<i>Subventions aux exportations</i>	2003-2005 : période de référence retenue pour démanteler progressivement les aides à l'exportation en volume d'ici 2010.
<i>Coton</i>	<i>Baisse des internes de l'UE et des Etats-Unis, demandée par la Mali, Bénin, Burkina Faso et le Tchad</i>